



photo: Asian Development Bank

CONSTATATIONS PRINCIPALES

- Les femmes bénéficient considérablement de l'accès aux infrastructures de base.
- Les infrastructures peuvent réduire le temps consacré aux tâches ménagères et de soins non rémunérées des femmes.
- Des routes décentes et des moyens de transport sûrs et abordables permettent aux femmes d'avoir plus facilement accès aux débouchés rémunérés et aux marchés.
- Les normes sociales dominantes peuvent encore empêcher les femmes de se déplacer.

Autonomisation économique des femmes et infrastructures publiques

Les infrastructures publiques sont un facteur clé, mais encore sous-estimé, dans l'autonomisation économique des femmes. Le programme CEDEF souligne le rôle des infrastructures dans la réduction du fardeau des soins non rémunérés et dans l'amélioration de l'accès aux opportunités économiques grâce au transport et des routes décentes. Pour les projets d'infrastructures publiques, l'analyse du genre est essentielle dans la conception et la mise en oeuvre pour assurer des résultats équitables.

QUELS SONT LES ENJEUX ?

L'autonomisation économique des femmes est entravée par un éventail de facteurs. Les infrastructures en sont un qui reçoit relativement très peu d'attention, même si elles revêtent une importance capitale pour la capacité des femmes à travailler et à se reposer. Bien que les infrastructures entrent souvent dans la catégorie des politiques qui ne tiennent pas compte de la sexospécificité, l'accès des femmes aux emplois et le fardeau que représente leur travail de soin non rémunéré à la maison dépendent de la disponibilité des services essentiels.

RÉFLEXIONS POLITIQUES

- Les décisions d'investissement dans les infrastructures publiques ont d'importantes implications en matière de genre.
- Pour contribuer efficacement à l'autonomisation des femmes, leurs besoins doivent être intégrés dans la planification et le suivi de manière systématique.
- L'accès physique peut ne pas être suffisant, les normes sociales et la violence contre les femmes sont des facteurs déterminants.

APPROCHE

L'équipe du programme CEDEF, avec l'aide d'une consultante, a examiné les résultats des projets de CEDEF concernant l'importance des infrastructures publiques. Même s'il ne s'agit pas d'un domaine de recherche explicite dans le cadre de CEDEF, plusieurs études ont révélé que les infrastructures sont à la fois un catalyseur de l'autonomisation économique des femmes et un obstacle à cette dernière, et un examen des données probantes a été commandé. Cela comprenait un examen rapide des principaux rapports des organismes internationaux qui traitaient des recommandations concernant les sexes et les infrastructures, ainsi que de l'expérience acquise au sein des organismes pour s'assurer que les sexes sont au cœur des investissements dans les infrastructures.

PRINCIPALES CONSTATATIONS

La documentation concernant l'autonomisation économique des femmes et les infrastructures indique clairement un lien positif entre les deux, et le fait que les femmes profitent grandement de l'accès aux infrastructures de base situées près de leur foyer. Les rapports de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, de l'Organisation mondiale de la

Santé, de la Banque asiatique de développement et de la Banque mondiale, entre autres, indiquent explicitement que l'accès aux infrastructures pourrait servir à réduire le manque de temps des femmes en diminuant le temps qu'elles consacrent aux tâches domestiques et aux soins non rémunérés, augmentant ainsi le temps qu'elles pourraient consacrer à des emplois rémunérés.

Les infrastructures peuvent réduire le manque de temps des femmes, augmentant ainsi le temps qu'elles peuvent consacrer à des emplois rémunérés.

De plus, les mêmes rapports soulignent que la construction de routes convenables et des moyens de transport sécuritaires et abordables permettront aux femmes d'accéder à des marchés ainsi qu'à des emplois rémunérés, et d'alléger leurs tâches de soin comme les visites dans les centres de santé, les centres communautaires et les écoles. Cela pourrait également réduire les contraintes de temps des femmes lors de leurs activités quotidiennes et améliorer leur sécurité.



photo: Luke Appleby



photo: Dominic Chavez / Banque mondiale

Les recherches financées par CEDEF et menées par une équipe de l'Institute of Development Studies au Népal, en Inde, au Rwanda et en Tanzanie ont également révélé que les femmes sont confrontées à un manque de temps important lorsqu'elles veulent se consacrer à un travail rémunéré et à un travail de soin non rémunéré. Ce lourd fardeau est en soi un problème de développement clé. Cependant, les recherches révèlent qu'une réduction du travail de soin non rémunéré n'est pas suffisante, car les femmes occupent souvent des emplois physiques et peu spécialisés, lesquels sont considérés comme un fardeau.

Dans la même étude, les femmes ont indiqué que la collecte de l'eau, du bois et d'autres combustibles était leur tâche domestique la plus pénible, exprimant ainsi la nécessité d'avoir ces services à proximité de leur domicile. En ce qui concerne le transport, les femmes du Népal déclarent devoir marcher jusqu'à trois heures pour se rendre sur leur lieu de travail et que, au Rwanda, elles déclarent devoir marcher de 30 minutes à plus d'une heure. Même si les hommes vivent souvent la même réalité, les problèmes pour les femmes sont aggravés par les tâches domestiques qui les attendent, ce qui leur laisse peu de temps pour se reposer.

Toutefois, la distance et le temps ne sont pas les seules contraintes qui doivent être résolues. Dans une étude menée par l'Urban Institute qui portait sur les choix de transport des femmes à Lahore, au Pakistan, les femmes déclarent qu'elles ont très peur après la tombée de la nuit lorsqu'elles utilisent des services de transport, qu'elles attendent à des arrêts non éclairés, et qu'elles rentrent à pied à la maison. Elles mentionnent également qu'elles empruntent des chemins plus longs pour se rendre au travail afin d'éviter certains secteurs ainsi que les coûts de transport plus élevés pour emprunter des chemins semblables à ceux empruntés par les hommes, ce qui indique leur préférence pour certains types de transports plus sécuritaires, tels que le covoiturage et Uber. Ce point est renforcé par la recherche menée par Hina Lotia, du réseau mondial Leadership for Environment and Development Pakistan, dans le cadre de laquelle l'équipe a

déterminé que les femmes dans les bidonvilles situés dans trois villes de l'Asie du Sud considèrent que le transport est l'un de leurs plus importants problèmes. Cela est particulièrement vrai dans les bidonvilles où l'on trouve des routes boueuses qui sont sujettes aux inondations, confinant ainsi les femmes dans des zones insalubres au cours des saisons humides et après les chocs climatiques.

La distance et le temps ne sont pas les seules contraintes liées au transport. Les normes sociales peuvent encore empêcher les femmes de se déplacer de manière indépendante.

Une autre étude menée au Pakistan par des chercheurs de l'Université Harvard et du Centre for Economic Research in Pakistan a révélé que les femmes dans le Punjab rural étaient peu enclines à participer à un programme de mise en lien avec les marchés et d'acquisition des compétences si ce dernier se déroulait à l'extérieur des limites de leur village. Même l'offre d'un transport collectif a fait seulement une petite différence. Enfin, la formation dans les villages s'est avérée de loin le modèle le plus fructueux, laissant entendre que même lorsque des moyens de transport sont disponibles, les normes sociales prédominantes peuvent encore empêcher les femmes de se déplacer de manière indépendante.

RÉFLEXIONS POLITIQUES

Peu de programmes établissent un lien direct entre l'autonomisation économique des femmes et l'accès aux infrastructures. Même s'il est généralement reconnu que les programmes ont une incidence notable sur les moyens de subsistance et les responsabilités des femmes, peu d'entre eux sont conçus d'une manière qui tient compte des différences entre les sexes et qui prend en considération les besoins des femmes dès le départ.

Il existe une possibilité d'exercer une incidence positive sur l'autonomisation économique des femmes en concevant des programmes d'infrastructures publiques qui sont meilleurs et plus axés sur les sexospécificités. Les infrastructures peuvent intégrer les femmes au marché du travail, réduire le fardeau que représente leur travail de soin non rémunéré à la maison, et améliorer leur bien-être mental et physique grâce à un meilleur équilibre des tâches.

La sexospécificité peut être une considération explicite lors de la phase de conception des programmes d'infrastructures au moyen des analyses sexospécifique, de la détermination des indicateurs sexospécifiques clé, et d'un suivi continu.



photo: Arne Hoel / Banque mondiale

Ce type de renseignements peut éclairer les programmes lorsqu'ils sont mis à l'échelle et viser à optimiser les avantages pour les femmes. Par ailleurs, les modifications apportées aux programmes d'infrastructures peuvent être peu coûteuses et rapporter beaucoup aux femmes. C'est le cas lors de la conception d'initiatives en matière de transport, des initiatives d'accès à l'eau et aux combustibles.

**Les programmes et les politiques
reliés aux infrastructures doivent
considérer les normes sexospécifiques
afin de comprendre les causes
profondes des inégalités.**

Les politiques et les programmes d'infrastructures doivent aussi prendre en compte les normes sexospécifiques lors de la phase de conception, tout en comprenant les causes profondes des inégalités qui peuvent empêcher les femmes de profiter de certains services, ainsi que le potentiel sexospécifique que présentent ces services.

Cela peut signifier de faire participer les hommes à des discussions animées sur le fardeau des soins qui pèsent sur les femmes et les façons de redistribuer certaines tâches; de socialiser le droit des femmes à la sécurité dans les transports; et de rassembler les femmes dans des contextes sociaux pour briser leur isolement causé par le manque de temps.



International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international



Cet exposé a été rédigé par Gillian Dowie et Arjan de Haan, à la lumière des constatations d'une synthèse rédigée par Themise Khan. Cette dernière a examiné les projets de CEDEF qui font ressortir les répercussions des infrastructures publiques sur l'autonomisation économique des femmes dans des contextes à faible revenu.

Le programme **Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF)** est un partenariat financé par plusieurs bailleurs de fonds et établi entre le Department for International Development du Royaume-Uni, la Fondation Hewlett, et le CRDI.

Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF)
Centre de recherches pour le développement international
CP 8500, Ottawa, Ontario, Canada K1G 3H9
Téléphone: +1 613-236-6163
Télécopieur: +1 613-657-7749
Courriel: grow@crdi.ca
<https://www.idrc.ca/grow>